

DECLARATION

17 mars/11 MAI 2020

Impacts du déconfinement !

Après 55 jours de confinement total du pays, l'exécutif a annoncé sa fin et ce dès aujourd'hui. Le déconfinement, tel qu'élaboré par le gouvernement sera très progressif et ne concernera pas l'ensemble des secteurs d'activités puisque bars, restaurants...resteront quant à eux, fermés jusqu'à nouvel ordre.

Pendant près de deux mois, de nombreux secteurs dont ceux de la chimie, de la grande distribution, du nettoyage...et bien sûr le personnel soignant, ont tout fait pour que notre pays se maintienne à flots. La Fédéchimie tient encore une fois à les remercier de leur investissement. Malheureusement, certains d'entre eux l'ont payé de leur vie.

Alors que le déconfinement commence à se mettre en œuvre, des mesures barrières ont dû être mises en place avant toute reprise d'activité dans les entreprises (distanciation sociale, masques, gel hydroalcolique...à condition bien sûr d'en avoir suffisamment). Si tel n'est pas le cas, il revient à nos syndicats de s'assurer que les conditions de sécurité sont optimales avant toute reprise du travail. Nous travaillons pour gagner notre vie, pas pour la perdre.

Alors que l'épidémie du coronavirus nous plonge dans une situation inconnue tant sur le plan sanitaire qu'économique, certains grands groupes industriels ont d'ores et déjà annoncé qu'ils allaient supprimer des milliers d'emplois à la grande satisfaction de leurs actionnaires et ce malgré les aides de l'état touchées par millions voire par milliards au nom de la sauvegarde de l'emploi. Ces annonces ne laissent présager rien de bon pour les travailleurs. Certaines entreprises ne vont-elles pas se servir de cette crise sanitaire pour licencier à tour de bras ? La Fédéchimie demande donc à l'ensemble de ses syndicats d'être extrêmement vigilants quant aux annonces qui pourraient être faites ultérieurement dans leurs entreprises respectives. La Fédéchimie considère que ce n'est pas aux travailleurs de payer cette crise sanitaire et que ce n'est pas à eux de servir de variable d'ajustement pour les seuls profits du patronat.



Si la crise sanitaire demeure, nos revendications aussi. Depuis des décennies, patronat et gouvernements qui se sont succédés, n'ont cessé de remettre en cause nos droits, acquis de haute lutte dont certains parfois dans le sang. Alors, crise ou pas, nous devons continuer à revendiquer :

- L'abrogation des ordonnances travail, de l'assurance chômage, de la contre-réforme des retraites ;
- L'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux ;
- La défense de notre code du travail, de nos conventions collectives ainsi que des accords d'entreprises.

Autant de revendications qui viennent s'ajouter à la défense de notre service public qui est malheureusement en piteux état du fait de politiques gouvernementales n'ayant comme objectif, que de réduire de manière drastique les effectifs. On voit aujourd'hui le résultat notamment dans le système hospitalier qui était pourtant réputé être le meilleur du monde.

Soit nous sommes entendus et nous devons nous mettre autour de la table le plus rapidement possible, soit nos légitimes revendications sont balayées d'un revers de main par le patronat et l'exécutif et dans ce cas, il n'y aura pas d'autre issue que d'appeler à une unité d'actions la plus large possible qui ne pourra passer que par la grève interprofessionnelle.

Paris, 11 mai 2020